

Extrait du Jésus-Christ en France

<http://jesuschristenfrance.fr/actions-et-initiatives-pour-le/article/sauver-la-france-son-identite-et-ses-racines>

# **Sauver la France, son identité et ses racines**

- Actions et initiatives pour le Bien commun -



Date de mise en ligne : vendredi 12 février 2016

---

**Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés**

---

# **Sauver la France, son identité et ses racines La France, que ce soit celle de nos rois, de l'empire ou de la république, a les mêmes racines : elles sont catholiques**

**TEXTE INTEGRAL DU DISCOURS PRONONCE LE 7 FEVRIER 2016 A RUNGIS PAR LE GENERAL (2s)  
ANTOINE MARTINEZ**

« Je voudrais tout d'abord remercier Pierre Cassen et Christine Tasin pour leur engagement et pour tout ce qu'ils font et leur dire que c'est avec un grand plaisir que j'ai accepté leur invitation.

Je tiens à préciser ensuite que je ne milite dans aucun parti politique car je tiens à ma liberté de pensée, mais j'ai estimé depuis quelque temps déjà, devant l'évolution néfaste de notre société et d'une façon générale de la manière catastrophique dont est gérée l'Union européenne par ses dirigeants, avoir dorénavant un devoir d'expression après avoir été tenu pendant une quarantaine d'années au devoir de réserve. C'est ce qui m'a conduit à publier un essai au début de l'année 2013, essai qui se voulait être un cri d'alerte, un signal d'alarme, un appel pour le moins plus que jamais d'actualité et prémonitoire si on considère que sa rédaction a été achevée 3 ans avant et sa publication 2 ans avant les attentats du début janvier 2015.

C'est également ce qui m'a conduit à écrire une lettre ouverte au Président de la République le 23 décembre 2014 également prémonitoire une quinzaine de jours avant ces attentats. Attentats qui ont été suivis le 13 novembre dernier par d'autres qui se sont traduits par un véritable carnage.

Il faut donc être lucide et tirer les enseignements de ce drame et surtout en tirer les conséquences.

Car le pays a été plongé dans l'effroi, la stupeur et la douleur, une douleur qui pourrait se transformer en colère si des réponses ne sont pas à présent apportées à ce défi immense qu'il est impératif, car vital, de relever sans tarder.

Il n'est plus temps, en effet, de tergiverser devant l'évidence : l'islamisme est bien l'ennemi à abattre, le cancer à éradiquer.

Mais il faut bien admettre que l'islam(isme) découle d'une lecture littérale du Coran car il est l'intégralité de l'islam.

De surcroît, cet horrible massacre du 13 novembre nous apporte la preuve, s'il en était besoin, que cet ennemi est à l'intérieur, sur notre propre territoire.

Nombreux sont ceux qui n'en étaient encore pas convaincus après les attentats de janvier 2015 et les attaques déjouées depuis par miracle qui sont pourtant autant de signaux clairs.

Mais manifestement, d'autres ne le sont toujours pas puisqu'il faudrait, selon certains d'entre eux, rechercher la responsabilité de ce massacre chez les Français eux-mêmes qui seraient racistes au prétexte qu'ils veulent simplement défendre leur identité, leur culture, leur civilisation.

Ce sont ces mêmes - nombreux dans la société, qui, par soumission à la bien-pensance, par déni de réalité, par idéologie, considèrent l'immigration extra-européenne comme une chance, cherchant toujours des excuses aux dérives communautaristes contraires aux valeurs de la Nation, aux principes de la République, à nos traditions et à nos modes de vie - qui n'ont cessé de vilipender et de condamner les sonneurs de tocsin.

Il va falloir maintenant que ces procureurs de la bien-pensance, arrogants, fassent preuve d'un peu plus de réalisme et qu'ils cessent de jeter l'anathème sur toute pensée ou analyse qui ne leur conviennent pas pour empêcher le débat.

Car l'analyse de ce carnage du 13 novembre mené dans une opération « militaire » planifiée et coordonnée fournit trois certitudes et contredit ce que beaucoup, y compris parmi les journalistes, considèrent comme des fantasmes.

Première certitude...

La cinquième colonne existe bien puisqu'une partie du commando était composée de jeunes « Français » issus de l'immigration de confession musulmane et morts en martyrs au nom d'Allah.

Les Français découvrent, par ailleurs, que Saint-Denis, cité royale et chrétienne, nécropole des rois de France, fille aînée de l'Église, est devenue l'équivalent de Molenbeek, en Belgique, c'est à dire cité de l'islam, conséquence de 40 ans de laxisme et de lâcheté.

La progression de l'enquête, avec les arrestations qui continuent d'être opérées dans plusieurs pays européens (Belgique, Allemagne...), permet d'ailleurs de mettre en évidence l'implication et donc l'existence d'une cinquième colonne qui a tissé sa toile sur le sol européen.

Cela signifie que d'autres pays européens seront bientôt frappés à leur tour.

Quant à la France, elle n'est qu'au début d'un long chemin de croix car les fous d'Allah y ont dorénavant importé leurs pratiques les plus démoniaques : égorgements, décapitations, bombes humaines avec des kamikazes, tueries de masse.

Deuxième certitude...

Les flux migratoires massifs et incontrôlés qui déferlent sur l'Europe sont infiltrés par de nombreux djihadistes. Deux des terroristes tués à Paris, en provenance de Turquie avaient posé le pied sur le sol grec au début du mois d'octobre dernier et ont participé au carnage de Paris à peine quelques semaines après.

Cela ne devrait cependant pas surprendre puisque l'État islamique l'avait promis il y a un an.

Mais chacun sait que ce dernier fait ce qu'il dit sauf nos gouvernants ainsi que ceux qui » dirigent » l'Union européenne et qui restent impassibles devant ce flux continu de migrants, incapables de prendre la moindre décision face au chaos qui attend l'Europe.

Circonstance aggravante pour nos gouvernants, ils n'ont pas pris la mesure du danger depuis les attentats du début de l'année 2015, sourds à la multitude de signaux d'alarme car obsédés par le prétendu combat qu'ils mènent contre un parti politique qu'ils contribuent à faire progresser.

Ils en ont oublié le rôle premier du politique : la défense et la protection de la nation.

Troisième certitude...

Il existe sur notre sol, entre ces islamistes radicaux « français » volontaires pour le djihad (plusieurs dizaines de milliers d'individus dangereux aujourd'hui, il faut être lucide) et une population d'origine immigrée de confession musulmane respectueuse des lois, un cercle intermédiaire composé de centaines de milliers, voire plus, de personnes plus ou moins acquises aux premiers et prêtes à les aider, qui occupent les territoires perdus de la République qui n'ont plus rien de commun avec la France.

C'est probablement le problème majeur auquel notre pays est confronté à présent car cette situation compromet sérieusement l'unité du peuple français et son avenir. Il est la conséquence de la lâcheté de la classe politique qui n'a pas cessé de mentir.

Quant aux médias, dans leur majorité, ils ne sont pas moins coupables car ils mentent, souvent par omission, en cachant la réalité sur le terrain.

Alors, face à cet horrible massacre, face à de tels actes incompréhensibles, la question que chacun pourrait se poser est celle-ci : » Comment des jeunes formés dans nos écoles et nos cités peuvent-ils connaître une détresse telle que le fantasme du califat et de sa violence morale et sociale puisse représenter un idéal mobilisateur ?

Comment ce chemin de la barbarie peut-il devenir un idéal ? » (Mgr Vingt-Trois)

Pendant cette question traduit la stupéfaction de tout esprit chrétien ouvert aux autres et prêt à les accueillir mais révèle également une méconnaissance, pour un grand nombre de nos concitoyens, de cette idéologie totalitaire et mortifère que véhicule l'islam.

Car l'islam, quoi qu'en dise tous ceux qui n'ont toujours pas compris, n'est pas compatible avec nos démocraties.

Non, Monsieur le Premier ministre, l'islam n'est pas compatible avec la démocratie. Non, Monsieur le ministre de l'Intérieur, l'islam n'est pas une » belle religion « .

Non, Monsieur Jack Lang, l'islam n'est pas une religion de paix et d'amour.

Pourquoi ? Parce qu'en démocratie ce sont les hommes qui font les lois. Ces dernières peuvent être modifiées au fil des années, en fonction de l'évolution de la société.

En islam, c'est Dieu qui a fait les lois et ces dernières sont inscrites définitivement, depuis plus d'un millénaire, dans le Coran. Il n'est donc pas permis aux hommes de les changer.

Et ces lois qui ne séparent pas le pouvoir spirituel du pouvoir temporel régissent tous les domaines de la vie quotidienne.

Par ailleurs, pour les croyants les frontières n'existent pas. Ils ne reconnaissent que la communauté qui doit être réunie autour d'un califat. Et l'instauration de ce dernier est une obligation ce qui justifie la violence pour l'imposer partout. Il faut que le Dar el Islam (la maison de la paix) là où règne l'islam remplace le Dar el Harb (la maison de la guerre) là où il ne règne pas encore.

Alors à ceux qui parlent d'islam modéré on répondra qu'il n'existe pas d'islam modéré. L'islam est par essence violent.

En revanche, il peut exister une pratique modérée de l'islam qui est celle de musulmans intégrés, voire assimilés, dans nos sociétés occidentales.

Il y a donc au moins deux pratiques de l'islam : une pratique modérée qui a permis l'intégration, et une pratique littéraliste, c'est à dire rigoriste, fondamentaliste, radicale qui est celle dictée et suivie par une partie de plus en plus importante des musulmans vivant dans nos sociétés occidentales et particulièrement en France et qui est un véritable obstacle à l'intégration et à l'assimilation.

Et cette pratique conduit vers la haine viscérale à l'égard de tous les non-musulmans, voire des mauvais musulmans qui ne suivent pas le Coran à la lettre.

C'est cette pratique d'un autre monde et d'un autre temps qui est appliquée par les musulmans sunnites avec ses variantes (salafisme, wahhabisme saoudien, frères musulmans) de plus en plus nombreux sur notre sol, qu'ils soient » français » ou étrangers.

Il est, dans ces conditions, difficile d'admettre, comme certains voudraient nous le faire croire, que l'islam est une chance pour la France car il est impossible d'envisager le vivre-ensemble avec le diable.

Et s'il est vrai que la destruction de l'État irakien, consécutive à l'action irresponsable des États-Unis, a aggravé le ressentiment du monde islamique à l'égard du monde chrétien, il faut être particulièrement ignorant pour penser qu'elle en est la seule cause car l'objectif de l'islam - le califat mondial - date de bien avant car la violence lui est consubstantielle.

De plus, nos gouvernants savent ou devraient savoir que la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a jugé, en 2003, la Charia incompatible avec la démocratie.

Et la Charia est le bras armé de l'islam. Alors que les pays européens, et particulièrement la France, respectent le jugement de cette Cour et en tirent les conséquences !

Car des millions de musulmans se réfèrent à une constitution politico-religieuse qui s'appelle le Coran. Ce livre leur sert de guide suprême, de référence absolue et indiscutable. Des milliers d'imams le répètent en permanence, jour après jour, dans les mosquées, dans les cénacles de formation, dans les prières publiques ou privées : le Coran, livre politico-religieux, prime sur tout autre livre, constitution, loi et autres coutumes.

C'est pourquoi, compte tenu de la prééminence du Coran sur tout autre écrit, quel qu'il soit, et compte tenu du nombre considérable de musulmans dans la société française, nos élites politiques doivent se poser une question essentielle : ce livre est-il compatible avec la Constitution française, les lois, les codes qui régissent notre pays, les coutumes et les valeurs qui sont les nôtres, les modes de pensée et la culture qui nous imprègnent ?

Une analyse précise et objective de ce livre montre à quel point il est en opposition frontale avec de tels fondements.

Le Coran comporte des centaines de versets qui, non seulement sont en complète opposition avec notre culture au sens le plus large, mais sont susceptibles d'action pénale dans la mesure où ils constituent une évidente provocation à la haine, à la violence, à la discrimination, au racisme, au sexisme, à l'antisémitisme etc.

Une centaine de versets contient des provocations explicites au meurtre et à la guerre pour cause de discrimination religieuse. Des dizaines de versets sont une véritable provocation à la discrimination sexuelle, assortie de châtiments corporels que l'homme peut exercer assez librement sur la femme.

Une lecture attentive du Coran nous révèle donc l'incompatibilité évidente de ce livre avec la culture française au sens le plus large et le plus noble. Le chantage à l'islamophobie est donc insupportable et doit être rejeté.

Il y a alors un problème. Les musulmans connaissent tout ou partie du Coran, le considèrent comme supérieur à tout, et savent que ce livre n'est pas compatible avec la société française dans laquelle ils vivent, alors que la quasi-totalité des élites françaises n'a jamais ouvert un Coran mais ne cesse d'affirmer doctement que ce livre, qu'ils ne connaissent pas, est en parfaite adéquation avec tout ce qui constitue notre pays aux racines chrétiennes.

Monsieur Alain Juppé en offre le plus bel exemple, puisqu'il ne cesse d'affirmer son émerveillement pour le Coran, après avoir révélé publiquement, il y a quelque temps, qu'il n'avait jamais ouvert ce livre...

Et que dire du ministre de l'Intérieur qui qualifie la religion musulmane de « belle religion » ?

Qu'il ait osé affirmer que « évoquer les racines chrétiennes de la France, c'est faire une relecture historique frelatée qui a rendu la France peu à peu nauséuse » est indécent pour trois raisons :

- C'est renier, voire nier les racines du peuple français et de cette France généreuse que nous aimons ;
- C'est également ne pas avoir compris que c'est précisément la chrétienté qui a enfanté les droits de l'Homme et est à l'origine de la laïcité en ayant su séparer le pouvoir spirituel du pouvoir temporel, ce que refuse l'islam ;
- C'est enfin faire oeuvre de christianophobie en favorisant l'instauration d'une christianophobie d'État, tout en flattant et en encourageant ceux qui, présents sur notre territoire, se réclament d'un islam conquérant.

Le Coran ne se partage pas entre un Coran modéré pour musulmans modérés, et un Coran fondamentaliste pour islamistes. Le Coran est un livre unique, valable pour tout musulman et qui doit impérativement être mis en oeuvre par chaque musulman.

D'ailleurs, un point essentiel devrait interpeller les responsables européens : dans tous les pays façonnés par l'islam les non-musulmans sont, au mieux discriminés et humiliés, au pire massacrés ou chassés.

Et que ces pays musulmans soient en guerre ou pas, leurs peuples vivent pour la plus grande partie dans la misère. Mais cette dernière, il faut le dire, est la conséquence de leur culture qui les y maintient depuis plus d'un millénaire en les plongeant dans l'obscurantisme et la violence. Ils ont ainsi accumulé des siècles de

frustration et de ressentiment à l'égard de l'Occident.

Reconnaissons ici qu'au contraire le christianisme a rendu possible l'instauration d'un espace politique autonome en Occident. Et s'il fallait trouver une seule explication au développement des nations occidentales dont les racines plongent précisément dans le christianisme, c'est bien là qu'il conviendrait de chercher.

C'est de cette tension permanente entre foi et raison qu'a jailli l'esprit de liberté qui a amené l'Occident au stade de développement qui est le sien aujourd'hui, tout ce qui a finalement cruellement manqué à d'autres civilisations comme l'islam en particulier et qui les a maintenues et les maintient dans la misère et l'obscurantisme.

Un sursaut est donc à présent non seulement nécessaire mais obligatoire. Devant la menace, nos responsables politiques n'ont plus le choix : c'est pour eux le sursaut ou le suicide. C'est vrai pour la France mais également pour l'Europe. On le voit bien avec cette invasion migratoire qui se déroule sous nos yeux alors que l'Union européenne est incapable de défendre ses frontières et que ses dirigeants restent paralysés, impassibles devant le désastre et le chaos pourtant annoncés.

Cette invasion constitue en réalité une attaque sans précédent des nations européennes, une attaque qui a été planifiée, visant dans une première étape, la déstructuration en profondeur de nos sociétés et de leurs valeurs avec une arme redoutable, la démographie.

La stratégie appliquée consiste à utiliser nos médias qui font l'opinion pour culpabiliser l'Europe et affaiblir, sous la pression, les capacités de réaction des dirigeants européens. Il n'y a que ces derniers, à l'exception de quelques-uns, pour ne pas le comprendre. Ensuite, il y en a qui demanderont la régularisation de ces clandestins, puis le regroupement familial.

A l'échelle de l'invasion subie en 2015, c'est un regroupement familial de l'ordre d'une dizaine de millions de personnes qui pourrait se produire en Europe dans les trois ou quatre ans qui viennent.

Alors, si ce sursaut du politique ne se produit pas pour le peuple, ce sera la révolte ou la soumission. Il appartient donc à nos gouvernants de tirer les conséquences de l'aveuglement et de la lâcheté qui ont marqué la gouvernance de notre pays depuis une quarantaine d'années.

Mais il revient également au peuple de se préparer à cette alternative, tout faire pour reprendre en main son destin, ou renoncer et accepter de disparaître.

Il nous faut donc, et c'est aujourd'hui le devoir de chaque citoyen, chaque Français patriote de faire savoir par tous les moyens à nos gouvernants, à nos élites politiques, qu'il est nécessaire de concevoir la France en termes d'identité historique et culturelle.

La France possède une identité qui constitue notre héritage sacré légué par ceux qui nous ont précédé et qui a su jusqu'à récemment marier ces deux aspects fondamentaux de notre histoire : d'une part son identité catholique et royale, d'autre part son identité révolutionnaire et laïque.

Il faut donc aujourd'hui avoir le courage de défendre cet héritage et il y a maintenant urgence.

**Car une nation, un peuple, une culture qui se résigne à abdiquer son identité historique et spirituelle se condamne à disparaître purement et simplement.**

**Il faut donc envisager un grand rassemblement de tous les citoyens patriotes du type LMPT amplifiée pour exiger que le peuple soit consulté sur l'immigration. C'est son droit le plus légitime de dire qui et combien de personnes étrangères à sa culture il accepte sur la terre de ses ancêtres.**

**Nos responsables politiques ne comprennent manifestement pas qu' une colère populaire faite de besoin de sécurité et d'aspiration identitaire est en train de monter et risque de tout emporter, surtout si elle ne trouve pas d'expression politique comme vient de le démontrer le véritable déni de représentativité démocratique qu'ont constitué les récentes élections régionales en France.**

**Il faut savoir que les peuples lorsqu'ils se sentent trahis par des élites qu'ils considèrent comme apatrides et corrompues aspirent à reprendre en main leur destin. Et il est cependant probable que ce réveil - que tout patriote ne peut que souhaiter - ne se fera pas dans la joie et la bonne humeur.**

**Mais nous ne sommes qu'au début d'un combat qui ne pourra être gagné que lorsque les responsables de notre désarmement matériel, intellectuel et moral auront été remplacés par des patriotes compétents et amoureux de la France, de son histoire, de sa terre et de son peuple.**

**Il faut leur rappeler qu'ils n'ont pas tous les droits car ils ne sont en fait que les fondés de pouvoir d'un souverain qui s'appelle le peuple.**

**Cela dit, nos gouvernants ne semblent pas vouloir tirer les conséquences de l'aveuglement et de la lâcheté qui ont marqué la gouvernance de notre pays depuis de nombreuses années.**

**Comme l'a déjà dit bien avant moi Jean RASPAIL, » ils confondent la France avec la République. Les » valeurs républicaines » se déclinent à l'infini, mais sans jamais de référence à la France. Or la France est d'abord une patrie charnelle. En revanche, la République, qui n'est qu'une forme de gouvernement, est synonyme pour eux d'idéologie, idéologie avec un grand » I « , l'idéologie majeure » .**

**Ainsi , les » valeurs républicaines » dont ils nous abreuvent ne suffisent pas à penser la France. Avoir sans cesse recours au discours pieux sur le » vivre-ensemble « , c'est utiliser un slogan qui ne répond nullement à la question de savoir si nous voulons vivre les uns avec les autres parce que nous le désirons ou parce que nous y sommes contraints.**

**On ne peut pas cohabiter avec qui nous témoigne de l'hostilité ou qui croit, comme ces centaines de milliers de salafistes désormais installés chez nous, que nous représentons, que vous représentez la corruption et l'impureté.**

**C'est pourquoi, l'état d'urgence ayant été décrété, des mesures répressives fortes et immédiates devaient être adoptées. Il fallait frapper fort et vite. Or ce n'est pas ce qui a été fait.**

**Par ailleurs, des changements fondamentaux doivent également être décidés et étudiés rapidement avec, d'une part la prise de mesures incontournables pour retrouver un minimum de cohérence interne de la société, d'autre part l'adoption rapide de mesures répondant à un principe de précaution, l'ensemble visant à, non seulement stopper l'islamisation de notre pays, mais à en inverser le cours et donc engager un**



processus de » désislamisation « .

Je vous renvoie à mon interview publiée le 20 décembre dernier par Riposte laïque pour le détail des mesures préconisées.

Il s'agit de mesures qui s'attaquent aux causes qui ont conduit à la situation catastrophique de notre pays et qui doivent faciliter, voire inciter ceux qui ont des difficultés à s'intégrer ou qui refusent nos principes, nos valeurs et nos traditions à quitter la France. Il faut même les y pousser résolument.

Il faut les convaincre par tous les moyens d'appliquer un principe d'ailleurs ordonné par le Coran. L'islam interdit, en effet, la vie en pays mécréant et préconise la hijra, c'est à dire l'émigration vers des terres musulmanes pour pratiquer un » islam sain « dès lors qu'on ne peut pas le faire où on se trouve.

N'oublions pas que la France - que ce soit celle de nos rois, de l'empire ou de la république - a les mêmes racines : elles sont catholiques au sens large depuis le baptême de Clovis, il y a plus de mille cinq cents ans. Et il va falloir résister et nous battre au besoin pour défendre notre héritage car nous avons le devoir de le transmettre à nos descendants.

Il faut donc le retour d'un État fort car si nous sommes en guerre, nous le sommes à l'extérieur et à l'intérieur. En politique, contrairement à ce que nos dirigeants ont fait, il convient de toujours envisager le pire pour que précisément ce pire ne se produise pas et se donner ainsi les moyens de le combattre.

Alors, si on veut éviter à terme une guerre civile ethnique, il faut savoir se débarrasser des branches pourries. Le cardinal de Richelieu affirmait que » la politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire « .

Et ce qui est nécessaire aujourd'hui c'est de réaffirmer notre identité, stopper l'islamisation criminelle de la France, rétablir les principes d'intégration et d'assimilation qui ont fait la France, seuls principes capables de garantir l'existence de la nation, ranimer la confiance et la foi du peuple en son avenir, lui rendre sa fierté au lieu de le pousser à la haine de soi totalement injustifiée et rendre sa grandeur à cette France charnelle que nous aimons ».

Général (2s) Antoine MARTINEZ

Site source :

[diaconescotv](http://diaconescotv)